

Sociologie de la civilisation moderne

(Fondation de la Ville de Paris)

M. Raymond ARON, membre de l'Institut

(Académie des Sciences morales et politiques), professeur

Nous avons, cette année, professé deux cours dont chacun marque une des orientations que nous souhaitons donner à notre enseignement. Le premier, intitulé *Critique de la pensée sociologique*, s'inspirait, dans son titre comme dans son contenu, du marxisme de Marx : depuis ses travaux de jeunesse jusqu'à ses œuvres de maturité Marx a songé à une critique — de la religion, de la politique, de l'art, de l'économie. Le *Capital* a pour sous-titre *Critique de l'économie politique* et il vise à critiquer tout à la fois la connaissance économique telle qu'elle se manifeste dans les livres de l'époque et le régime capitaliste qui s'exprime et se dissimule dans cette connaissance.

Le deuxième cours intitulé une *République impériale* traitait de la politique extérieure des Etats-Unis ; il analysait donc un aspect, particulier mais important, de la civilisation moderne : les relations internationales dont l'action extérieure de l'Etat qui domine la scène planétaire depuis vingt-cinq ans offre au regard un exemple privilégié. Ce deuxième cours se rapprochait d'une étude *historique* comme le premier d'une étude *philosophique*, conformément à l'esprit même de notre projet.

Le premier cours, qui sera poursuivi l'an prochain, prit pour point de départ l'opposition, élaborée par M. Claude Lévi-Strauss dans *La Pensée sauvage*, entre la conscience que prennent d'elles-mêmes les sociétés archaïques et la conscience historique des sociétés modernes. Non que les premières ignorent l'événement, le changement ou même la durée, mais elles se pensent elles-mêmes selon un ordre classificatoire et s'efforcent de rétablir cet ordre lorsque des accidents, internes ou externes, l'ont violé. En contraste avec cette vision synchronique, certains penseurs d'aujourd'hui (dont Sartre est le plus

connu) et, avec eux, certaines classes des sociétés modernes, se situent dans le temps, mettent le passé en perspective par rapport au présent ou même par rapport à un avenir de date indéterminée et de contenu utopiquement précis, la Révolution. Entre l'ordre classificatoire et la perspective révolutionnaire apparaît une opposition tout à la fois épistémologique et idéologique : interprétation synchronique ou diachronique, homme (ou société) défini par sa nature ou par son histoire.

La mise en perspective par rapport à un événement singulier et bouleversant ne constitue qu'une des deux représentations historicistes des temps modernes, modalité, optimiste en dernière analyse mais catastrophique, de philosophie de l'histoire. Les futurologues, classiques et populaires, demeurent également optimistes, ils partent d'un taux de croissance supposé du produit national pour prévoir le volume des ressources dont disposent les divers pays dans dix, vingt ou trente ans et formulent des hypothèses sur ce que seront les différents systèmes de la société en fonction d'un certain P.N.B.

Perspective révolutionnaire ou progressiste des grandes doctrines historico-sociologiques de la première moitié du XIX^e siècle et représentations futurologiques d'aujourd'hui posent, en dernière analyse, les mêmes problèmes fondamentaux, ceux que la sociologie voulait résoudre par la méthode scientifique et dont la solution constituerait la sociologie comme science.

Ces problèmes — ceux des relations entre les différentes instances de la société — sont en eux-mêmes équivoques. La société apparaît comme un système indéfini tant que nous n'en définissons pas les instances ou les aspects par nos concepts. On a donc tâché de montrer que les concepts majeurs de la tradition sociologique définissaient à la fois des problèmes historiques ou sociaux de fait et des problèmes de valeur, ou encore des problèmes relatifs au devenir de la société et d'autres relatifs au sort de l'homme dans la société moderne. Par exemple, les termes d'ordre (ou d'état) et de classe qui tiennent une place majeure chez Tocqueville comme chez Marx ou chez Sismondi suggèrent une interrogation, à portée critique : l'égalité des hommes devant la loi — qui a mis fin à la distinction des ordres — dissimule-telle une distinction de classes, non moins contraignante, non moins injuste que la distinction effacée des ordres. L'alternative classique de la société (*Gesellschaft*) et de la communauté (*Gemeinschaft*) formule conceptuellement l'interrogation critique qui court à travers toute la littérature contre-révolutionnaire : la distinction des communautés traditionnelles — depuis le village jusqu'à la monarchie — ne laisse-t-elle pas l'individu seul, isolé, impuissant, au milieu d'individus, innombrables et anonymes, face à un Etat lointain et, du fait même, tyrannique. Les autres concepts majeurs de la tradition sociologique, qu'il s'agisse du pouvoir, du sacré, de l'aliénation, portent en eux le même genre d'interrogation critique sur l'organisation sociale et la destinée existentielle de l'homme.

Ce double sens de l'interrogation critique entraîne l'oscillation des doctrines sociologiques entre philosophie et science, entre la prétention scientifique, si hautement proclamée par Auguste Comte, et les conclusions philosophiquement si visibles chez A. Comte, même chez Emile Durkheim encore. De tous les fondateurs de la sociologie, peut-être Marx a-t-il plus que les autres gardé conscience de cette équivoque ou de cette dualité. En tout cas, la critique marxiste, depuis les œuvres de jeunesse (*La question juive* par exemple) jusqu'au *Capital*, conserve ce double sens, existentiel et sociologique (scientifique).

J'ai essayé de montrer que le cœur de l'entreprise de Marx, d'un bout à l'autre de son itinéraire intellectuel, demeurait l'intention critique : critique, d'inspiration hégélienne plutôt que kantienne, de la réalité historique à la lumière des idées par lesquelles s'exprime et se justifie cette réalité ; critique de la conscience fausse que les hommes ont de la réalité à l'intérieur de laquelle ils vivent ou plutôt qui les constitue eux-mêmes comme tels ; critique de la connaissance, en particulier économique, dans laquelle le régime capitaliste se dérobe à lui-même sa véritable nature.

A ce résumé du projet marxiste comme projet critique, j'ai fait suivre un exposé des réponses de Weber, de Pareto et de Durkheim moins au marxisme critique et authentique de Marx qu'à certains éléments de la pensée marxiste, passés dans le domaine public. Chez Pareto, nous trouvons surtout la critique de l'économie marxiste : par le *Capital*, Marx croyait dépasser l'économie classique et, en la dépassant, combiner une critique scientifique de l'école anglaise et une critique existentielle de la condition de l'homme dans le capitalisme. Pareto s'efforce de démontrer que la critique scientifique repose sur des confusions et il ignore la critique existentielle.

Weber, lui, critique la prétention marxiste à la totalité et il s'efforce de démontrer que la Révolution, à laquelle rêvent les marxistes, à supposer qu'elle ait lieu, aggravera les maux existentiels qu'ils dénoncent. La révolution socialiste marquerait une étape supplémentaire sur la voie de la bureaucratiation intégrale.

Quant à Durkheim, il répond à Marx (qu'il connaît imparfaitement) en réduisant la portée des distinctions de classes, en niant l'importance décisive de la lutte des classes ou de l'éventuelle révolution, et en cherchant une solution au problème du *consensus* dans une restauration morale.

Mais ces dialogues des grandes ombres appartiennent-ils à la science ? Certainement non. La sociologie qui se voulait théorie scientifique du tout social, réponse scientifique aux questions que se posaient les hommes sur l'organisation de la société moderne et la condition de l'homme dans celle-ci, cette sociologie, scientifique grâce à la critique de la réalité, ne se trouve

chez aucun des grands ancêtres. Existe-t-elle dans les recherches empiriques d'aujourd'hui ? Ces recherches donnent-elles des réponses ou enseignent-elles à ne pas poser les questions auxquelles la science ne peut pas répondre ? Au cours des vingt dernières années, les sociologues tendaient à ne plus poser les questions ; aujourd'hui les jeunes leur reprochent d'avoir défendu le désordre établi en ne le critiquant pas. Le point d'arrivée servira de point de départ au cours de l'année prochaine.

Le deuxième cours, sur la politique extérieure des Etats-Unis au cours des vingt-cinq dernières années, avait moins pour objet d'apporter des faits nouveaux : les événements essentiels de l'après-guerre demeurent encore présents à notre mémoire. Il s'agissait, sur cet exemple privilégié, de mettre en lumière les problèmes épistémologiques et philosophiques que pose l'interprétation des relations internationales.

Le cas des Etats-Unis offrait des avantages singuliers. Les relations entre Etats ne se limitent pas à celles dont les ministères des affaires étrangères prennent l'initiative et dont les diplomates professionnels assurent l'exécution. Les investissements américains au dehors, le rôle des « conglomerats » ou sociétés américaines dites multinationales, en fait dirigés par un état-major américain mais avec une dispersion transnationale, apparaissent bien souvent aux gouvernements et aux citoyens des autres pays aussi ou plus importants que les actes ou les propos du président des Etats-Unis ou du secrétaire d'Etat. De cette remarque suivait l'élargissement de la notion de diplomatie et la substitution à celle-ci de la notion d'*action extérieure*. La distinction juridique entre rapports de droit public (rapport interétatique) et rapports de droit privé (par exemple, échange commercial entre importateurs et exportateurs de deux pays) ne peut servir à cerner l'objet propre de la discipline appelée « étude des relations internationales ».

Les Etats-Unis constituent encore, à un deuxième titre, un cas privilégié. Au cours du dernier quart de siècle, ils ont tenu le premier rôle sur la scène internationale. Par leur potentiel économique comme par leur prééminence technique, ils ont figuré la puissance hégémonique, au sens originel du terme : ils ont conduit, guidé, commandé leurs alliés, tantôt soucieux d'obtenir leur protection, tantôt irrités de subir leur commandement. Hégémonie inévitable ? Bienfaisante ou malfaisante ? D'ordinaire, l'observateur renvoie ces questions aux historiens et à l'avenir : les contemporains ne possèdent pas tous les éléments nécessaires à une réponse, mais ils en possèdent quelques-uns. La réponse actuelle n'a pas nécessairement moins de portée que celle des historiens futurs.

Faut-il, au delà de l'hégémonie de fait, constater ou dénoncer l'empire, ou l'impérialisme, ou le rôle impérial ? Je me suis efforcé de définir aussi rigoureusement que possible le sens de ces différents mots, chargés de passion mais

aussi d'équivoques historiques : les Etats-Unis n'ont pas édifié un empire au sens des empires grec, romain ou britannique, même pas, du moins en Europe, un espace de domination militaire comme l'Union soviétique en Europe de l'Est (les troupes américaines ont évacué la France quand le général de Gaulle l'a demandé, les troupes soviétiques sont revenues en Tchécoslovaquie en août 1968). Mais les Etats-Unis ne jouent pas le rôle d'une puissance entre d'autres, à l'intérieur d'un système international équilibré, ils jouent un rôle impérial, ici souhaité par les Etats alliés, là vitupéré sinon par les gouvernements, du moins par une fraction des peuples, dans les zones géographiques que les dirigeants américains jugent vitales ou dans lesquelles ils s'efforcent de « contenir » l'expansion possible du communisme. Bien entendu, il se peut que gouvernants et peuples souhaitent et vitupèrent tout à la fois la protection-domination.

Ce rôle impérial tenu depuis vingt-cinq ans par les Etats-Unis semble en absolue contradiction avec le refus de participer aux affaires de l'Europe après la première guerre. Pour dissiper l'impression fautive d'une soudaine conversion, il a fallu élargir quelque peu l'angle de vision. Durant un peu plus d'un siècle, la diplomatie des Etats-Unis s'est détournée des affaires d'Europe mais pour se consacrer à l'ambition nationale des fondateurs de la République : la création en Amérique du Nord d'une vaste zone de souveraineté, d'un empire de langue anglaise comme disait Benjamin Franklin. L'hésitation commença à la fin du XIX^e siècle quand, remise de la guerre de Sécession, la République n'avait plus, sur le continent, de terre à peupler et à conquérir. Ce qui caractérise la période 1898-1941, c'est l'incohérence de la diplomatie américaine : guerre contre l'Espagne, annexion de Porto-Rico et des Philippines, diplomatie du dollar, intervention en 1917, puis refus du traité de Versailles, isolationnisme, protectionnisme commercial, lois de neutralité, puis en 1940 réarmement et guerre non déclarée. En vérité, quel sens donner à cette succession d'attitudes contradictoires sinon l'incapacité d'une République, une fois atteints ses objectifs initiaux, à concevoir un nouveau projet et à mobiliser l'opinion ?

Cette vue rétrospective de trois périodes de l'action extérieure des Etats-Unis s'impose d'autant plus qu'à partir de 1965 et, de manière éclatante, en 1970, une partie importante de l'opinion américaine remet en question, pour la première fois depuis 1945, les principes et les grandes lignes de la diplomatie des Etats-Unis. De ce fait, l'analyse de cette diplomatie portait à la fois sur le caractère *impérial*, plus ou moins dicté par les circonstances, et sur le caractère *républicain*, résultant du système politique des Etats-Unis.

Ainsi toutes les interrogations classiques dans l'étude des relations internationales surgissaient d'elles-mêmes à l'occasion de cette enquête : action de l'Etat dominant, perception du monde historique par les dirigeants de cet

Etat, influence respective du système et de l'acteur, de l'élite politique et de l'opinion, interprétation politique, au niveau du vécu, et interprétation profonde ou qui se veut profonde par l'économie, degré d'autonomie des décisions politiques ou stratégiques (intervention au Vietnam) par rapport aux intérêts économiques globaux (maintien d'une zone aussi large que possible, ouverte aux échanges libres) ou spécifiques (importance de tel pays ou de telle région).

Cet examen critique m'a amené à souligner, plus qu'on ne le fait d'ordinaire, les différences de l'action extérieure des Etats-Unis selon les régions du monde. En Europe, les Etats-Unis ont atteint leur but initial — limiter l'avance du communisme soviétique à la zone de démarcation tracée au milieu de l'Allemagne. Les limites du succès et les difficultés avec les alliés plus encore qu'avec le rival tiennent, pour une large part, au succès lui-même et aux circonstances. En Asie, tout au contraire, les accidents ont déterminé le cours des événements : en 1945, la politique américaine s'efforçait d'empêcher le retour des Français en Indochine et au début de 1950, le président Truman se préparait à reconnaître la République populaire de Chine. Le franchissement du 38° parallèle par les armées nord-coréennes amena le président Truman et ses conseillers à penser la crise comme une offensive globale du communisme en Asie et à réagir en conséquence. A partir de ce moment-là, la lutte des Français en Indochine devint partie intégrante de « la résistance du monde libre au communisme ». De la première guerre d'Indochine sortit la deuxième, non encore terminée, qui ébranle le système politique des Etats-Unis et nourrit la critique de l'ensemble de l'action extérieure des Etats-Unis.

L'Amérique latine, les Caraïbes constituent une troisième zone dans laquelle les Etats-Unis continuent d'exercer une influence dans le style du passé et se heurtent à une animosité croissante. Depuis 1823, date de la doctrine de Monroë, les Etats-Unis s'attribuent une responsabilité particulière dans « l'hémisphère occidental » défini comme tel par eux-mêmes. Les Latino-Américains se révoltent contre cette « responsabilité » éprouvée comme « domination » ou « impérialisme ».

Dans les trois zones que nous avons distinguées, monnaie américaine et investissements américains (souhaités et vitupérés par les mêmes) font l'objet de polémiques et de contestations. Car le dollar n'est pas « une monnaie comme les autres » et les investissements directs de sociétés américaines apportent à la fois des avantages économiques, au moins à court terme, et des inconvénients politiques, peut-être imaginaires mais ressentis comme tels : d'où résultent les contradictions visibles entre les paroles et les actes. Les mêmes hommes dénoncent ces investissements globalement et les sollicitent en particulier.

Nous avons laissé de côté, presque complètement, les armes nucléaires et les problèmes stratégiques que nous réservons pour un cours ultérieur.

MISSIONS

En octobre 1970, à l'invitation de la Kyoto Sangyo University, nous avons donné deux conférences à Kyoto et deux conférences à Tokyo.

En avril 1971, nous avons dirigé un séminaire, à la Fondation Cini, à Venise, sur *L'Histoire entre l'ethnologie et la futurologie*. A ce séminaire participaient, entre autres, les professeurs Allan Bullock, Trevor-Roper (Oxford), Peter Wiles, Ernest Gellner (London School of Economics), Daniel Bell (Harvard), W. Besson (Constance), K. O. Bracher (Bonn), W. J. Mommsen (Düsseldorf), François Furet (Ecole pratique des Hautes Etudes), Georges Duby (Collège de France).

DISTINCTIONS

Le 8 juillet 1970, élu *Corresponding Fellow of the British Academy*.

Le 22 avril 1971, la Gazette annonce que l'Université d'Oxford accorde au professeur Raymond Aron un doctorat *honoris causa*, qui lui sera décerné en novembre 1971, à l'occasion de la *Romanes Lecture* qu'il doit prononcer à cette date.